

**Climat - One Planet Summit -  
Discours introductif de M.  
Emmanuel Macron, président de la  
République**  
(Boulogne-Billancourt, 12 décembre 2017)

Mesdames et Messieurs,

Je veux d'abord saluer à nouveau et remercier les chefs d'État et de gouvernement qui sont présents avec nous, qui ont fait l'effort de venir alors que certaines et certains ont des actualités chargées, ont des difficultés, je le sais, à la maison et ils ont montré, en venant, en étant présents ici, que le sujet que nous évoquons aujourd'hui est absolument essentiel.

Je voulais remercier mes deux co-présidents, Antonio Guterres et Jim Kim, d'être présents parce que depuis longtemps, leur engagement pour la lutte contre le réchauffement climatique, pour la cause qui nous occupe aujourd'hui, est réelle, fondamentale et eux aussi ont des actualités que je sais très chargées et leur présence à Paris dit beaucoup.

Surtout je voulais en quelques mots - parce que ce qui compte, ce sont les engagements qui vont être pris et tout ce qui va se dire durant les trois panels -, je voulais vous dire que ce qui est en train de se jouer ici est une nouvelle étape de notre combat collectif. Et je le dis devant beaucoup de jeunes qui sont présents dans cette salle et que je veux aussi saluer, nous sommes en train de perdre la bataille. Il ne faut pas se tromper, on passe un très bon moment, tout est formidable parce qu'on se retrouve. Il y a beaucoup de gens qui s'apprécient ou qui se découvrent et cela peut paraître un très bon moment, mais on est en train de perdre la bataille.

Ceux qui étaient avant nous avaient une chance, ils pouvaient dire : «On ne savait pas». Et c'était vrai. Depuis une vingtaine d'années, on sait et on sait à chaque fois un peu plus, parce qu'il y a eu les travaux remarquables du GIEC qu'on va continuer à financer, à protéger, les travaux d'énormément de scientifiques internationaux grâce à qui il y a encore quelques semaines, un appel de 15.000 scientifiques a été lancé quand on était ensemble à la COP à Bonn présidée par Fidji. Maintenant, on sait très bien.

On sait et il y a deux ans jour pour jour, un accord a été signé à Paris pour la première fois où la quasi-totalité de la communauté internationale a décidé de prendre des engagements. Alors, certains avaient dit : «Ce n'est pas assez. Ces engagements ne sont pas fermes». Il y avait déjà un début, c'était la première fois. Nous sommes deux ans après cet Accord de Paris donc on sait, on sait chaque jour un peu plus la gravité de ce qui se passe. On a signé un accord et qu'est-ce qui s'est passé entre-temps ?

Il y a des décisions ou des velléités de quitter cet accord. Très mauvaise nouvelle. Mais si nous

sommes ici aujourd'hui, c'est parce que beaucoup ont décidé de ne pas forcément accepter la décision du gouvernement fédéral américain de quitter l'Accord de Paris et ont dit : nous allons nous engager à travers l'«America's Pledge». Merci à vous d'avoir lancé cette initiative et je veux remercier le... Vous pouvez les applaudir ...

(Applaudissements)

... le gouverneur Brown de Californie, Mike Bloomberg et tous leurs amis qui ont dit : «Nous, on va remplacer ce qu'allait faire le gouvernement fédéral américain et nous, les États, les villes, les acteurs du privé, on va prendre notre part». Très bien. Néanmoins, l'accord est fragilisé. Mais deuxièmement, on ne va pas assez vite et c'est ça le drame ! On ne va pas assez vite ! Si on continue sur notre lancée, on est... Là où on s'est engagés à une augmentation d'en moyenne 1,5°C, on est à 3-3,5 C. Enfin, cela n'a rien à voir avec ce à quoi on s'est engagés ! Rien !

Donc, quand je dis qu'on est en train de perdre la bataille aujourd'hui, je veux que vous preniez conscience que derrière moi, il y a des chefs d'État et de gouvernement. Dans 50, 60 ou 100 ans, il y en a cinq, 10, 15 États qui ne seront plus là tout simplement, si nous ne faisons rien. Ça veut dire ça ce qu'on est en train de faire. Et on ne pourra pas dire qu'on ne savait pas. C'est ce qu'on est en train de décider à ne pas changer. On décide juste qu'il y en a plusieurs autour de cette table qui vont disparaître, leurs populations avec eux. Et donc la question pour les dirigeants qui sont aujourd'hui présents, c'est de savoir si on veut accompagner cela parce qu'on ne pourra plus expliquer à qui que ce soit qu'on ne savait pas.

Cette situation, elle a mis des décennies et des décennies à advenir et, normalement, on ne devrait pas bouger parce que nous, on est élus pour un temps donné et le temps où on est élus, normalement, on ne verra pas les conséquences. La communauté d'affaires, elle ne devrait pas bouger parce que le temps de gestion de son entreprise n'est pas du tout celui que je viens d'évoquer, de la disparition de ces îles, de ces pays vulnérables. Mais on doit tous bouger parce qu'on aura tous à rendre compte.

Donc, ce sommet, le One Planet Summit, c'est pour moi le début d'une nouvelle génération. Non pas un sommet où on va négocier une déclaration, mais un sommet d'abord où il y a les gouvernements - il y a 127 États qui sont représentés -, où il y a les régions, les villes, c'est-à-dire toutes les entités publiques non gouvernementales parce qu'elles sont des acteurs essentiels de ce changement, où il y a les fonds souverains, les assurances, les banques, les philanthropes, c'est-à-dire tout ce qui représente l'argent privé, notre capacité à le mobiliser, à le réguler et où il y a les entreprises privées, les ONG, la société civile, la jeunesse, les scientifiques, c'est-à-dire tous les acteurs de cette transformation, parce que ce n'est pas une seule personne dans un seul pays qui change les choses.

Donc, ce que nous devons faire dans les heures qui viennent, c'est très concrètement chacune et chacun expliquer les engagements que nous prenons fermement pour changer ce qui est devenu aujourd'hui comme une fatalité, pour choisir la vie et la planète qu'on va avoir et pour dire : «Voici ce que je veux changer concrètement et j'en répons devant vous». Pour la première fois, beaucoup de chefs d'État et de gouvernement ont accepté de ne pas parler et je les en remercie parce que faire le déplacement, venir et ne pas parler, c'est très rare dans nos

sommets. C'est vrai !

Mais parce qu'ils sont là, engagés, et qu'ils veulent aider tous les acteurs dans leurs pays. Je le dis avant qu'on commence, tous ceux qui ont une annonce, un engagement fort à prendre auront le droit à la parole en plus de ce qui est prévu. Mais je le dis aussi à tous ceux qui ont prévu de parler - acteurs privés, financiers, philanthropes, etc. -, vous allez vous exprimer pour prendre un engagement et à l'issue de cette réunion, nous suivrons cet engagement les uns et les autres.

On a pris le Plan Climat avec des engagements de fermeture de capacités, des engagements d'ouverture de renouvelables, tout sera suivi, évalué, vérifié parce que ce que nous entamons aujourd'hui, c'est le temps de l'action. L'urgence est devenue permanente. Et le défi de notre génération, c'est d'agir, agir plus vite et gagner cette bataille contre le temps, cette bataille contre la fatalité, pour mettre en oeuvre des actions concrètes qui vont changer nos pays, nos sociétés, nos économies pour que nos enfants et peut-être même nous-mêmes, nous puissions choisir notre avenir, choisir notre planète et pas subir le réchauffement, le dérèglement climatique, la disparition de pays vulnérables et une transformation profonde.

Alors, merci beaucoup pour votre engagement, merci d'être là pour continuer à mettre la pression sur tout le monde et je cède maintenant la parole à mes deux co-chairmen.

Merci à vous./.

Source : service de presse de la présidence de la République)